

*Le Front national fut créé pour l'essentiel à l'initiative d'Ordre nouveau. Ce groupuscule fasciste voulait utiliser Jean-Marie Le Pen – un ancien député élu lors de la vague poujadiste de 1956 – pour respectabiliser les vieilles obsessions ultra-nationalistes et racistes de l'extrême droite. Le Pen apparaissait alors comme une figure très à droite mais semblait moins ancrée dans le fascisme français et les réseaux des nostalgiques du Troisième Reich.*

*Le FN, devenu entretemps Rassemblement national (nom qu'il utilisa déjà en 1986 pour son groupe parlementaire), fut pourtant bien créé par un certain nombre de personnages dont la trajectoire était connue : anciens collaborationnistes proches de Déat ou Doriot, anciens membres de la Waffen SS, ex-membres de l'OAS (Organisation Armée Secrète, qui organisa de nombreux attentats en Algérie et en France), néofascistes de toutes variétés, et autres négationnistes.*

*Trois constellations se détachent, qui se recoupent en partie seulement : [les nostalgiques du IIIe Reich et autres pétainistes tout d'abord](#) ; les nostalgiques de l'Algérie française ensuite ; et [les néofascistes des années 1960](#) enfin. Dans cet article, nous abordons la deuxième composante.*

\*\*\*

## Pierre Descaves

Pied-noir né en 1924, il est engagé dans l'armée française en 1944. Son père, commissaire de police, a été assassiné par le FLN en 1958. Il s'engage, en 1961, dans l'OAS. Il participe à une série d'attentats[1]. Arrêté, il est emprisonné et interné au camp militaire de Saint-Maurice-l'Ardoise d'où il s'évade en février 1961.

Vice-président du Syndicat national de la petite et moyenne entreprise (SNPMI), il rejoint le FN en 1984 et siège au comité central et au secrétariat national aux rapatriés. De 1986 à 1988, il est député de l'Oise. En 1989, il est tête de liste du FN aux élections municipales et élu conseiller municipal à Noyon. Il se représente en 1995 et en 2001, il est de nouveau candidat sur la liste « Pierre Descaves – Noyon Renaissance », en 13<sup>e</sup> position et n'est pas réélu. En janvier 1998, il est chargé du commerce et de l'artisanat dans le « contre-gouvernement » du FN supervisé par Jean-Claude Martinez[2] et il est élu conseiller général du canton de Noyon. Sa voix permet à Jean-François Mansel (RPR-UMP-LR) de garder la présidence du conseil général de l'Oise. Il ne se représente pas en 2004.

De 1986 à 2010, Pierre Descaves est conseiller régional de Picardie sur une liste menée par Michel Guiniot. Proche de Bruno Gollnisch, il quitte le FN et rejoint le Parti de la France (PDF) de Carl Lang. En 2009 il occupe la 5<sup>e</sup> position sur la liste de ce dernier. Lors des régionales de 2010, il est en dernière position sur la liste départementale de la Somme. À la même époque, il signe la pétition lancée par le négationniste Paul-Eric Blanrue qui réclame l'abrogation de la loi Gayssot. En 2013, il est élu au bureau politique du PDF lors du 2<sup>e</sup> congrès du parti.

En 2012, il participe au projet « Notre antenne » qui, en 2014, donne naissance à TV-Libertés avec Philippe Millau et Martial Bild (ex-responsable national du FN), ex-membre du bureau politique, ex-secrétaire national à l'information et à la communication interne du FN, celui-ci démissionne du FN et rejoint le PDF de Carl Lang en 2009). Pierre Descaves a appartenu à diverses associations d'anciens partisans de « l'Algérie française »[3] et a publié de nombreux ouvrages[4]. Il meurt en mai 2014.

## Roger Holeindre dit « Popeye »

Né en 1920, à 15 ans il est membre d'une organisation scoute clandestine. Il est partisan de Pétain tout en détestant les nazis. Défenseur de l'« empire français », il participe à la guerre d'Indochine et à celle d'Algérie. En décembre 1961, il crée dans le Constantinois le « maquis Bonaparte ». Arrêté, il est incarcéré en mars 1962. Condamné à 14 ans de prison, il est libéré après 3 ans et demi. Il est vice-président de l'Union nationale des parachutistes.

Il fait carrière dans la presse : grand reporter à *Paris-Match*, collaborateur à *Magazine-Hebdo* et au *Figaro-Magazine*. Il a publié une quarantaine de livres. Lors de l'élection présidentielle de 1965, il s'engage aux côtés de Tixier-Vignancour. Il dirige le service d'ordre des comités TV et se lie avec Jean-Marie Le Pen. En 1968, il fonde le Front uni de soutien au Sud-Vietnam. Il installe son quartier général au Cercle du Panthéon, rue Quiquampoix, fréquenté par Alain Madelin, Claude Goasguen, Gérard Longuet, membres d'Occident et de la Fédération des étudiants nationalistes<sup>[5]</sup>.

Après Mai 68, il lance le bulletin *Contrepoison* et le groupuscule des Jeunesses patriotes et sociales (JPS). Le 2 mai 1969, lors d'un tractage devant le lycée Louis Le Grand, avec Jean-Gilles Maliarakis de l'Action nationaliste, des affrontements éclatent avec les lycéens antifascistes. Un lycéen est gravement blessé à la main. Holeindre est arrêté et mis en détention provisoire. En mars 1970, les JPS se transforment en Parti national populaire. Holeindre en est le président et Pierre Bousquet le secrétaire général. En janvier 1971, le PNP fusionne avec l'Union pour le progrès et les libertés (ex-textieriste) au sein du Parti pour l'unité française. Toutes ces tentatives restent à l'état groupusculaire.

Partisan de l'unité de l'extrême droite, son restaurant Le Bivouac, rue Saint-Honoré, prend la suite du Cercle du Panthéon et sert de point de rencontre pour les divers groupuscules d'extrême droite, dans le but de réaliser une éventuelle unité. En 1972, lors de la formation du FN, il est secrétaire général adjoint. Après le départ d'Ordre Nouveau, il entre au bureau politique du FN et en assure la vice-présidence de 1973 à 1978. Il est responsable du service d'ordre et directeur de l'organisation des meetings.

En 1985, il crée le Cercle national des combattants qui regroupe des anciens combattants d'Indochine et d'Algérie, et son organisation de jeunesse les Cadets de France et d'Europe (scouts version Holeindre). En 1986, il est élu député de Seine-Saint-Denis sous l'étiquette Rassemblement national (il fait partie des 35 députés de la liste RN). Battu en 1988, il est élu de 1989 à 2001 conseiller municipal de Sevran, conseiller régional d'Ile de France de 1992 à 1998 puis de 2004 à 2010.

Il est l'un des animateurs de la campagne pour le « Non » au référendum sur le statut de la Nouvelle Calédonie en 1988. Il soutient Jean-Marie Le Pen contre Bruno Mégret lors du conflit puis de la scission, et mène la liste FN pour les élections territoriales en Corse. Il soutient Bruno Gollnisch face à Marine Le Pen, en 2011 lors du 14<sup>e</sup> congrès du FN à Tours. Opposé à la politique dite de « dédramatisation » menée par le Président du FN, il annonce, le 15 janvier 2011 : « Je quitte le Front national », car « Marine le Pen n'incarne en rien les valeurs que je défends depuis toujours ».

Il adhère au Parti de la France (PDF) de Carl Lang, siège au bureau politique en 2013 et est nommé vice-président d'honneur du PDF. Il essaie de maintenir un fantomatique CNC. Référence pour l'extrême droite, il participe aux journées de la revue *Synthèse nationale* et décède en janvier 2020. Jean-Marie Le Pen évoque alors « un frère de cœur, d'esprit, d'action ». Bruno Gollnisch prononce l'éloge funèbre et loue la « ténacité » et « la

« droiture » de Roger Holeindre et dénonce le « grand remplacement démographique de la France » [6].

## Pierre Sergent

Né en 1926, élève au lycée Henri IV, membre, avec son frère d'un réseau de résistance, il appartient en 1943 au corps-franc Liberté, formé de lycéens et qui, dénoncé, sera en grande partie démantelé. En juin 1944, il rejoint un maquis en Sologne. En 1947, il entre à Saint-Cyr et fonde la revue des élèves de Saint Cyr. Il se lie d'amitié avec Arnaud et Bertrand Gorostarzu (futurs activistes de l'OAS). Il participe aux deux guerres coloniales en Indochine et en Algérie.

Partisan de « l'Algérie française », il soutient les émeutiers lors de la semaine des barricades, du 24 janvier au 2 février 1960 à Alger et est en contact avec deux chefs des émeutiers : Pierre Lagaille et Jo Ortiz (futurs fondateurs de l'OAS à Madrid). Il est affecté au 1<sup>er</sup> REP (bérets verts), commandé par le commandant Hélie de Saint-Marc et basé au camp de Zéralda. Il participe au putsch dans la nuit du 22 juin 1961. Il est en contact avec le lieutenant Degueudre, futur chef des tueurs de l'OAS commandos Delta, le colonel Godard, créateur de l'organigramme de l'OAS et membre du conseil supérieur de l'OAS, et le colonel Gardes, ancien responsable du 5<sup>e</sup> Bureau d'Alger chargé de l'action psychologique, chef de la branche de l'OAS dite l'Organisation des Masses (OM), et membre du conseil supérieur de l'organisation.

Pierre Sergent est présent en avril-mai 1961 à la réunion qui se tient à Alger et qui va relancer l'OAS après l'échec du putsch. Sont présents Godot, Garde, Susini, Perez, Gardy, Degueudre. Il s'interroge sur l'opportunité de livrer les combats en Algérie (« Puisque l'Algérie c'est la France, c'est à Paris qu'il faut se battre ! » [7]), pour obtenir le retrait de De Gaulle et obtenir un changement de gouvernement. Cependant, l'OAS va rencontrer des difficultés d'implantation, en particulier parce qu'elle est loin d'avoir la même implantation qu'en Algérie.

Pierre Sergent va bénéficier du réseau mis en place par Jacques Carpentier, responsable de l'Union royaliste d'Algérie (URA) pour faire passer clandestinement des militaires d'Alger en Métropole. Il arrive à Paris le 3 juin. Il n'a pas de projet très précis. Ses préoccupations sont essentiellement matérielles (planques, argent, faux papiers) et liées à la clandestinité, car les cadres de sa mission n'ont pas été définis. Il est pris en charge par les royalistes de la Restauration nationale : « Je longe la rue Croix des Petits-Champs, cherche le numéro 10. Rapide coup d'œil en arrière, je sonne, un battant de la porte cochère s'ouvre automatiquement. Au second étage de cet immeuble vétuste dont l'escalier est faiblement éclairé, je lis sur une porte *Aspects de la France*. C'est là. Pierre Juhel et Louis-Olivier de Roux, président de l'Action française me procurent mon premier logement clandestin en Métropole ».

Il reprend la structuration de l'OAS en Algérie. Jean-Marie Curutchet dirige l'ORO (Organisation renseignements-opérations), il est secondé par Godot, Laurent Laudénbach, responsable de l'APP (Action psychologique et propagande), patron des éditions de la Table ronde, rédacteur à *L'Esprit public* (vitrine légale de l'OAS en Métropole), avec Hubert Bassot, Raoul Girardet, Jules Monnerot, Jean Brune, Philippe Héduy, Philippe Marçais, Marcel Kalfèche, Nicolas Kayanakis, responsable de l'OAS-Métro-Jeunes. Pierre Sergent s'oppose à André Canal, dit Le Monocle (chef de la Mission III), qui revendique l'autorité entière sur l'OAS en Métropole.

Considéré comme déserteur à compter du 20 avril 1961, Pierre Sergent va être condamné à mort par contumace par le Tribunal militaire spécial. Le 20 mai à Rome, il crée le Comité exécutif du Conseil national de la Résistance (CNR) présidé par Georges Bidault, avec Antoine Argoud et Jacques Soustelle qui a en charge les relations extérieures. Il se réfugie en Suisse puis en Belgique. Après l'arrestation d'Argoud, Sergent prend la direction du Conseil national de la Révolution. Le 31 juillet 1968, il bénéficie de la loi d'amnistie et rentre en France en octobre 1968. Il prend alors la direction du Mouvement Jeune Révolution (créé en 1966 par des ex OAS-Métro). Le MJR déclare : « Pierre Sergent demeurerait pour nous le symbole du combat qui continuait contre le régime gaulliste ». Le MJR veut « offrir au pays une troisième voie entre un capitalisme et un communisme également dépassé et milite pour la formation d'un « Front révolutionnaire, qui a maintenant un chef, Pierre Sergent » [8].

En 1969, il s'éloigne du MJR. En juin 1969, Sergent et Pierre Durand (ex-trésorier adjoint de la campagne de Tixier-Vignancour) lancent *Le Défi* avec Claude Joubert (ex OAS-Métro et ex-présentateur du journal télévisé). Il participe à la campagne de Giscard d'Estaing lors des élections présidentielles de 1974. En 1983, il adhère au Centre national des Indépendants et Paysans (CNIP).

En 1985, il rejoint le FN et est chargé d'implanter le mouvement dans les Pyrénées orientales. Il est élu député dans ce département en 1986, sous l'étiquette du Rassemblement national mené par Le Pen. Il siège également au conseil régional du Languedoc et permet, avec sept autres élus frontistes, l'élection de Jacques Blanc à la présidence de l'assemblée régionale. Il est candidat en 1989 à l'élection municipale à Perpignan et aux élections européennes sur la liste Europe et Patrie. En 1990, il soutient, en désaccord avec la ligne du FN, l'intervention en Irak. Pro-sioniste, il soutient Israël. En 1992, il est réélu au Conseil régional Languedoc-Roussillon. Il décède en septembre 1992.

## Jean-Jacques Susini

Né en 1933, Jean-Jacques Susini entre très tôt en politique. En 1948, il adhère au RPF du général de Gaulle et devient responsable du groupe étudiant d'Alger. En 1956 il est séduit par les sirènes du poujadisme. À Lyon, il participe à des groupes francs pour contrer la propagande pro-FLN. Il se rapproche du groupuscule néofasciste Jeune Nation de Pierre Sidos et Dominique Venner, puis il fonde le Mouvement national étudiant qu'il va exporter en Algérie sous l'appellation de Mouvement nationaliste étudiant.

À Alger il prend contact avec le cafetier poujadiste Jo Ortiz et adhère au Front national français (FNF) dont il rédige les tracts et les communiqués. Susini théorise l'idée de l'installation d'une dictature militaire, de la création « d'un État fort sans Parlement ». En 1959, il est élu Président de l'Association générale des étudiants d'Alger (AEGA) avec l'appui de Pierre Lagaille. Après le rappel à Paris du général Massu, suite à sa déclaration dans la presse allemande où il déclare « ne plus comprendre la politique de De Gaulle en Algérie » et envisage une intervention de l'armée, Susini déclare : « S'il le faut, les Algérois iront chercher Massu à Paris. L'armée d'Afrique qui a libéré la métropole est prête à se libérer elle-même ».

Arrêté après la semaine des barricades en novembre 1960, il s'enfuit et se réfugie à Madrid, dans l'Espagne de Franco, où il retrouve le général Salan, Pierre Lagaille, Jo Ortiz, Marcel Ronda et participe à la création de l'OAS dont il est responsable de la branche Action psychologique et propagande (APP). Il déclare : « Le premier créateur de l'OAS, ça a

été le général de Gaulle »<sup>[9]</sup>. Lors du Putsch des généraux, Jean-Jacques Susini est de retour à Alger. Après l'échec du putsch, Susini participe, à Alger, à la réunion de relance de l'OAS avec le Général Gardy, le colonel Godard, le capitaine Pierre Sergent, les lieutenants Roger Degueldre et Daniel Godot, avec le soutien de l'industriel André Canal dit « Le Monocle ».

Une direction collégiale est mise en place sous la direction de Salan. Trois branches sont créées : l'Organisation des masses (OM) dirigée par Gardes, l'Organisation Renseignements-Opérations avec Jean-Claude Pérez et le Comité politique avec Gardy et Susini. En réalité, le tandem Salan-Susini va devenir le moteur de l'OAS<sup>[10]</sup>. Les jugements à l'égard de Susini sont très divers, voire opposés. Pour Paul Hénissart, « il avait l'obsession d'une insurrection populaire qui ferait naître une armée de soldats-citoyens sur le modèle de l'armée israélienne et emploierait les méthodes d'organisation des groupes fascistes ». Quant à Anne Loesch, elle voit chez Susini « le prototype du mafiateur, une sorte de petit Talleyrand sans imagination »<sup>[11]</sup>.

Après la signature des accords d'Évian (18-19 mars 1962), l'OAS est à la recherche d'un accord avec le FLN. Susini et Gardes prennent contact avec Abderrah Farès (Président de l'Exécutif provisoire) et le docteur Mostefaï (membre de l'Exécutif). La position de Susini se résume à : « La paix en Algérie par la réconciliation dans l'honneur et la dignité ». Une trêve des attentats est décrétée à partir du 31 mai et va être rompu par l'OAS le 7 juin qui pratique la politique dite de « la terre brûlée ». Un accord est annoncé le 17 juin qui stipule, entre autres, la reconnaissance des accords d'Évian, la participation des européens à la force de l'ordre locale. C'est un échec. Cet accord aggrave les tensions au sein l'OAS et est refusé par l'OAS d'Oran.

Susini est condamné deux fois à la peine de mort par contumace par la Cour de sûreté de l'État, il se réfugie en Italie et en 1964, il lance à Genève un nouvel hebdomadaire avec Hubert Bassot, Raoul Girardet et Jacques Laurent : *Cent soixante huit heures* (en référence à la durée des barricades à Alger en 1960). Il rentre clandestinement en France en 1967 et bénéficie de l'amnistie prononcée en 1968. En avril 1969, il reprend ses études de médecine et de sciences économiques ainsi que ses activités politiques et crée la Fédération du Sud des Français rapatriés avec Marcel Zagamé (ex-Jeune Nation, un des organisateurs du Front nationaliste et de ses groupes armés en Algérie) et Louis Bertolini (alias « capitaine Benoît » à l'OAS). Les mêmes lancent en mai 1969 l'Association des Anciens Détenus et Exilés Politiques (AADEP).

Soupçonné d'avoir participé à des braquages dans le midi de la France entre juin 1969 et janvier 1970, Susini va connaître de nouveaux démêlés avec la justice. La principale affaire dans laquelle Susini est interpellé et gardé à vue est celle de l'enlèvement à Malakoff, le 28 décembre 1968, de Raymond Gorel, ex-trésorier de l'OAS. Son corps est « coulé dans le béton » et jeté dans la Méditerranée. Il est inculpé en octobre 1972 pour « recel de cadavre » et remis en liberté provisoire en septembre 1974. Cet épisode lui vaut de profondes inimitiés chez les ex-membres de l'OAS (en particulier à l'Association pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus politiques : ADIMAD, dont Gardes a été président). En 1982, il est directeur général de la Société d'études et de gestion en sécurité, puis PDG en 1987.

En 1997, il adhère au FN et devient membre du Bureau politique et secrétaire de la fédération des Bouches du Rhône. Il est très populaire, comme Pierre Sergent, au sein du FN en raison de son passé à l'OAS. En 1997, il se présente aux élections législatives, dans la 5<sup>e</sup> circonscription de Marseille (battu au second tour par Guy Hermier candidat du PCF),

puis aux élections européennes en 1999. En 1998, il est élu conseiller régional en PACA.

Après la scission du FN, il est chargé par Le Pen de contrer Bruno Mégret à Marseille[12]. Il est l'auteur d'une *Histoire de l'OAS* aux éditions de La Table Ronde (seul le tome 1 a été publié en 1963). Il meurt en juillet 2017. Bruno Gollnisch le considère comme « un grand nom du combat national »[13].

\*

Jean-Paul Gautier est historien des extrêmes droites, auteur du livre *Les extrêmes droites en France, de 1945 à nos jours*, Syllepse, 2017.

Illustration : Rue de Toulouse. Le 11 Décembre 1961. Vue d'une manifestation anti OAS dans les rues de Toulouse / Wikimedia Commons.

## Notes

[1] *Le Monde*, 22 janvier 1992.

[2] *Le Monde.fr*, 29 janvier 1998, Jean-Marie Le Pen réunit son « pré-gouvernement ».

[3] Il a été un des vice-présidents de l'Anfanoma (Association nationale des Français d'Afrique du Nord et d'Outre-Mer et leurs armes), membre du Comité d'action pour le respect de la mémoire des civils et militaires morts pour l'Algérie française et a appartenu au comité d'honneur de Jeune Pied Noir qui a mené des campagnes « Non aux rues du 19 mars 1962 », « Hommage aux harkis ».

[4] Parmi lesquels : *La Salsa des cloportes*, édition Déterna, 2006, préface de Bruno Gollnisch ; *Une autre histoire de l'OAS : Topologie de la désinformation*, Atelier Fol'Fer, 2008.

[5] Le 28 avril 1968, un commando maoïste attaquera, rue de Rennes, l'exposition du Front uni de soutien au Sud-Vietnam, consacrée aux « crimes du Vietcong ». L'exposition est saccagée et Holeindre molesté.

[6] Christophe Forcari, « Mort de Roger Holeindre, vieux de la vieille garde du FN », 30 janvier 2020, *Libération-fr*. Abel Mestre, « Roger Holeindre, un des fondateurs du FN est mort », 30 janvier 2020, *Le Monde.fr*.

[7] Cité par Olivier Dard, « Voyage au cœur pour obtenir le retrait de de Gaulle et un changement de gouvernement de l'OAS », *Tempus*, 2011, p 114-115. Sur l'OAS, se reporter à Rémi Kauffer, *OAS, histoire d'une organisation secrète*, Fayard, 1986, Anne-Marie Durantou-Crabol, *Le temps de l'OAS*, Complexe, 1995 et *L'OAS, la peur et la violence* ainsi que Alain Ruscio, *Nostalgie, l'interminable histoire de l'OAS*, La Découverte, 2015.

[8] *Jeune Révolution* (périodique du MJR) n° 10, janvier-février 1968 : « Pour le vivant d'un capitaine », n° 14, août-septembre 1968, « Pierre Sergent revient ». Jean-Pierre Stirbois, était membre du MJR avant d'être secrétaire général du FN.

[9] Bertrand Le Gendre, « Confessions du numéro 2 de l'OAS, entretien avec le numéro 2 de l'OAS », Jean-Jacques Susini, éditions Les Arènes, 2012.

[10] Pascal Gauchon, Patrick Buisson, *OAS*, préface de Pierre Sergent, éditions Jeune Pied-Noir, 1984, p 64.

[11] Paul Hénissart, *Les combattants du crépuscule*, Grasset, 1970, p 39. Loesch, Anne, (OAS), *La valise ou le cercueil*, Plon, 1963, p 173-174.

[12] Des actions commando ont été menées contre la permanence de Bruno Mégret.

[13] *Français d'Abord*, n° 291 (lettre d'information du FN).